

*Plus que quelques jours avant le congé des Fêtes:
une pause bien méritée pour toutes et tous.*

*Nous en sommes déjà à cette période de l'année
qui nous anime et nous fait vibrer.*

*Quel beau moment pour se retrouver en famille, entre amis,
pour célébrer le doux plaisir d'être ensemble
et se rappeler comment l'amour et l'affection
sont essentiels à notre vie.*

*Au nom du comité exécutif,
je vous transmets nos vœux les plus sincères
afin que cette période vous apporte la paix et la joie.*

*Pensez à votre santé en vous offrant
un petit plaisir quotidien durant cette période des Fêtes.*



Joyeux Noël & Heureuse Année 2008

*Dominique Caza
Présidente*

L'INFORMEL

Volume 16 no **2**

Décembre 2007

Par Joël Péloquin

Coup d'éclat, coup de publicité ou coup d'épée dans l'eau....

*Une loi sur la connaissance suffisante de la langue française
afin de briguer un poste d'élu est-elle vraiment nécessaire ???*

*Entre nous, qui pourrait suivre adéquatement
les débats à l'assemblée nationale ou au conseil municipal
et toujours prétendre représenter la population
s'il n'a pas au préalable une connaissance plus que suffisante
de la langue française.*



À lire à l'intérieur

- Maîtrise physique de personnes en situation de crise : Cadre légal2-3
- Réseau des jeunes3-4
- Hausse de la cotisation5
- Adhésion à la communauté Web5
- Bonne et mauvaise nouvelles à la SSQ6-7
- Éditorial : La santé publique8
- Formation EVB : Fleuves du monde9
- Trousses pédagogiques « Agir ensemble »10
- Session de préparation à la retraite10



Maîtrise physique de personnes en situation de crise : Cadre légal

On peut constater qu'il y a une montée de la violence en milieu scolaire. Cela peut nous amener à devoir intervenir afin de maîtriser physiquement un élève. Au moment de cette intervention, on se questionne parfois en ce qui concerne le risque de poursuites. Alors voici quelques balises qui encadrent notre intervention.

Voici quelques lois qui régissent ce domaine :

- **Le titulaire de l'autorité parentale est tenu de réparer le préjudice causé à autrui par le fait ou la faute du mineur à l'égard de qui il exerce cette autorité, à moins de prouver qu'il n'a lui-même commis aucune faute dans la garde, la surveillance ou l'éducation du mineur.**

Celui qui a été déchu de l'autorité parentale est tenu de la même façon, si le fait ou la faute du mineur est lié à l'éducation qu'il lui a donnée. (Code civil du Québec article 1459)



- **La personne qui, sans être titulaire de l'autorité parentale, se voit confier, par délégation ou autrement, la garde, la surveillance ou l'éducation d'un mineur est tenue, de la même manière que le titulaire de l'autorité parentale, de réparer le préjudice causé par le fait ou la faute du mineur.**

Toutefois, elle n'y est tenue, lorsqu'elle agit gratuitement ou moyennant une récompense, que s'il est prouvé qu'elle a commis une faute. (Code civil du Québec article 1460)

- **Toute personne est fondée à employer la force pour se défendre d'une attaque, ou pour en défendre toute personne placée sous sa protection, si elle n'a recours qu'à la force nécessaire pour prévenir l'attaque ou sa répétition. (Code criminel article 37)**
- **Tout instituteur, père ou mère, ou toute personne qui remplace le père ou la mère, est fondé à employer la force pour corriger un élève ou un enfant, selon le cas, confié à ses soins, pourvu que la force ne dépasse pas la mesure raisonnable dans les circonstances. (Code criminel, article 43)**



Voici quelques exemples tirés de la jurisprudence. À vous de jouer au juge et de décider si l'accusé a été reconnu coupable ou non et de justifier votre réponse.

Exemple	Coupable (oui ou non)	Article de loi concerné
1. Une enseignante est accusée de voies de fait envers l'un de ses étudiants pour lui avoir projeté la tête à une reprise sur son bureau (aucune blessure). Au moment de l'intervention, le groupe était indiscipliné. Il s'agit d'un élève hyperactif, indiscipliné et presque délinquant.		
2. Une enseignante est accusée de voies de fait pour avoir mordu un élève qui n'était pas le sien afin de lui apprendre à ne pas le faire. La preuve est faite que cette méthode peut s'avérer efficace.		
3. Pendant toute la durée d'un examen, un élève lance des petits objets en direction de l'enseignant. À la fin de la période, l'enseignant lui bloque le chemin afin d'obliger l'élève à ramasser les objets. Comme celui-ci refuse, il l'empoigne par le bras et le tien tordu dans son dos jusqu'au bureau de la direction.		
4. Des parents poursuivent une commission scolaire parce que, lors d'une partie de football, un élève en accroche un autre par les jambes et ce dernier se fracture la clavicule et l'omoplate. L'enseignant avait expliqué les règles avant le jeu. Il s'agissait d'une partie de football sans placage où il était permis de ceinturer un autre élève.		

Maîtrise physique de personnes en situation de crise (suite)

Comme vous pouvez le constater, la majorité des décisions en cette matière sont favorables aux enseignants. Par contre, afin d'éviter de telles poursuites (qui sont source de stress), l'utilisation de la force physique ne doit se faire qu'en dernier recours. De plus, il faut se rappeler que la commission scolaire a le devoir de nous défendre lorsque nous sommes poursuivis en vertu du code civil car, selon l'article 1463 de celui-ci, elle est responsable des fautes que nous commettons dans l'exécution de notre travail. Toutefois, elle conserve son droit de nous poursuivre à son tour. De plus, elle n'a pas à nous représenter lorsqu'il s'agit de voies de fait car ceux-ci concernent le code criminel.

Si le sujet vous intéresse, il y existe plusieurs autres décisions juridiques rendues concernant des altercations physiques entre des élèves et des enseignants. Vous pouvez me contacter au SERV et je vous ferai parvenir d'autres décisions.

N'hésitez pas à me contacter si vous souhaitez avoir plus de renseignements concernant la santé et la sécurité au travail.

Annie Lavigne
Responsable du dossier CSST

Réponses :

1. Non, code criminel, article 43, 2. Oui, code criminel, article 43 (il ne s'agit pas de SON élève) 3. Oui, grief, l'enseignant aurait pu utiliser d'autres moyens 4. Non, code civil articles 1459, 1460 et 1463

**MON RÉSEAU DES JEUNES**

Bonjour à vous tous,

Comme je suis la responsable du dossier "Jeunes", je participe à trois réseaux des jeunes durant l'année. Par le biais du journal, je vous ferai part des mes découvertes ainsi que des principaux sujets abordés.

Premièrement, je crois qu'il est important de vous présenter la mission du Comité des jeunes à la CSQ:

- **favoriser** la prise en compte de la situation, des préoccupations, des droits et des aspirations des jeunes dans les débats et les orientations des diverses instances de la Centrale, des fédérations et des syndicats affiliés;
- **mener** des enquêtes sur les valeurs des jeunes et le syndicalisme;
- **participer** aux réunions du Conseil général et aux travaux de réflexion menant au Congrès d'orientation;
- **susciter** l'intégration des jeunes dans la vie syndicale à tous les niveaux de l'organisation, par la mise en place de sessions d'éducation syndicale à l'intention des jeunes de la CSQ, la formation d'un réseau des jeunes depuis l'automne 1996 et de comités des jeunes dans les syndicats locaux et les fédérations.

Mon réseau des jeunes (suite)

Deuxièmement, voici un portrait des jeunes de moins de 35 ans à la CSQ :

- Nous représentons **24%** des membres de la CSQ
- **72%** d'entre nous sont des femmes
- **53%** d'entre nous sont à statut précaire
- **39%** d'entre nous avons 6 à 10 ans d'expérience dans le secteur public
- Nous sommes **13%** à occuper des fonctions particulières dans notre syndicat local

En troisième lieu, voici un petit résumé de mon réseau.

J'ai vécu un atelier très intéressant sur la conciliation travail/famille. C'est incroyable le nombre d'évènements majeurs auxquels on doit faire face entre 25 et 35 ans: nouvel emploi, première maison, première relation à long terme, premier enfant, études supérieures, entrée à la garderie du premier enfant, etc. De quoi se sentir dépassé! Il est primordial de ne pas rester seul, de parler de nos difficultés et de nos inquiétudes à une personne de confiance. Le comité des jeunes est aussi là pour vous soutenir! Je prévois cette année au moins 2 autres rencontres après les heures de classe afin que vous puissiez partager votre vécu et pour vous donner de nouveaux outils.

J'ai été très touchée par la conférence sur l'homosexualité dans le monde de l'éducation où il fut question des employés homosexuels qui méconnaissaient leurs droits concernant les journées de maladie pour l'enfant de leur conjoint(e), journée lors du décès de leur conjoint et journée pour leur mariage. La deuxième partie faisait référence à une nouvelle situation avec laquelle on devra composer, soit les enfants ayant deux parents du même sexe. Le livre « *Alice et Ulysse* » traite de ce sujet.

Finalement, on nous a présenté *Le guide de prévention et d'intervention contre la violence envers le personnel de l'éducation*. Ce guide est très bien fait et sera bientôt disponible. Il y aura aussi une formation en novembre sur ce sujet. Je me suis permis de relever certains points:

- 80% des évènements déclarés sont reliés à des situations de violence psychologique.
- Dans 89% des situations de violence physique, l'agresseur est un élève.
- En ce qui a trait à la violence psychologique, l'auteur est un élève dans 39% des cas, un collègue dans 25% des cas, un parent dans 18% des cas et une personne en autorité dans 7% des cas.
- Ce serait les plus jeunes enseignants qui subiraient le plus de violence à l'école. Les personnes qui ont de la difficulté à s'affirmer, qui sont anxieuses ou fragiles émotionnellement seraient plus à risque d'être la cible des agresseurs. Le manque d'habiletés sociales et relationnelles de la victime la priverait d'un réseau social, considéré comme un facteur de protection contre la victimisation. Une pauvre connaissance de la gestion de classe ou des interventions à pratiquer auprès des élèves plus difficiles peut aussi contribuer à entraîner des escalades d'agressivité à l'école.
- Le fait d'agir à titre de suppléant ou de commencer son enseignement en cours d'année augmente aussi le risque d'être impliqué dans des scènes de violence.

Il est important d'aller chercher de l'aide auprès d'un collègue, d'un ami ou de votre délégué syndical si vous vous sentez victime de toutes formes de violence. Dites-vous que s'il y a un malaise, c'est que la situation doit être corrigée.

Isabelle Gariépy
Responsable du comité des Jeunes



Hausse de la cotisation

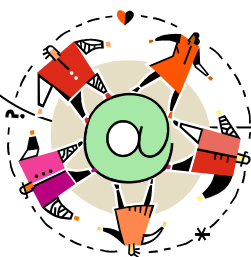
En juin dernier la CSQ tenait son congrès extraordinaire suite à la désaffiliation de neuf syndicats. Évidemment, le départ de ces syndicats a entraîné une baisse des revenus pour la CSQ ainsi que pour la FSE.

Lors du congrès de juin, une hausse du taux de cotisation de **0,35%** a été votée afin de pouvoir maintenir les services offerts par la CSQ et la FSE.

Toutefois, pour vous membres du SERV, l'exécutif a fait un choix différent. Nous avons décidé de ne pas aller en augmentation du taux de cotisation pour le moment. Le SERV assumera donc à même son budget la hausse de cotisation.

Dans plus ou moins deux ans, nous pourrons analyser l'impact de ce choix sur notre fonctionnement. Vous en serez informés, bien entendu.

Dominique Caza



Adhésion à la communauté Web

Une communauté a été créée sur le portail de la commission scolaire afin que vous puissiez consulter des documents comportant des informations syndicales. Celle-ci peut aussi nous permettre d'échanger sur divers sujets. Si vous souhaitez en faire partie, je dois vous y inscrire. Veuillez m'envoyer un courriel à

annielavigne@cstros-lacs.qc.ca

Bonne et mauvaise nouvelles à la SSQ

A partir du 1^{er} janvier prochain, nous subirons une hausse de nos cotisations de l'ordre de 10 à 13% pour le régime d'assurance-maladie et de 2,7% pour l'assurance-salaire. Par contre, la SSQ a décidé de bonifier les maximums admissibles pour certaines des protections en maladie 2 et 3 (exemple : pour la physiothérapie, le remboursement maximum passe de 20\$ à 24\$ en maladie 2 et de 28\$ à 36\$ en maladie 3).

Les frais maximums admissibles sont augmentés pour les protections suivantes :

	Maximums admissibles remboursables à 80 %	
	Maladie 2	Maladie 3
Chiropraticien	De 20 \$ à 25 \$	De 25 \$ à 35 \$
Acupuncteur	De 20 \$ à 25 \$	De 30 \$ à 45 \$
Physiothérapeute	De 25 \$ à 30 \$	De 35 \$ à 45 \$
Podiatre	De 20 \$ à 25 \$	De 30 \$ à 45 \$
Ostéopathe		De 35 \$ à 45 \$
Naturopathe		De 30 \$ à 35 \$
Dietétiste		De 25 \$ à 35 \$
Homéopathe		De 30 \$ à 35 \$
MKO		De 30 \$ à 35 \$

Autres bonifications en assurance maladie

- Injections sclérosantes (maladie 1, 2 et 3 à l'intérieur de la protection des médicaments): le montant maximum remboursé par traitement passe de 16 \$ à 28 \$.
- Accident aux dents naturelles (maladie 2 et 3) : le plafond de 1 000 \$ par accident est aboli.
- Podiatrie (maladie 2 et 3) : les traitements d'un podologue sont dorénavant couverts.

Ajustement de la tarification par rapport à 2007

Régime d'assurance maladie (incluant un congé de primes)

- Maladie 1 : + 10 %
- Maladie 2 : + 11,5 %
- Maladie 3 : + 13,1 %

Régime d'assurance salaire de longue durée

- + 2,7 %

Régime d'assurance vie

- assurance vie de base de l'adhérent : 0 %
- assurance vie additionnelle de l'adhérent : - 10 %
- assurance vie des personnes à charge : - 10 %
- assurance vie additionnelle du conjoint : - 10 %

TABLEAU DES PRIMES PAR 14 JOURS											
TAUX AU 2008-01-01											
	Individuel			Monoparental			Familial				
RÉGIME OBLIGATOIRE D'ASSURANCE MALADIE											
Maladie 1	20,31 \$			30,16 \$			49,88 \$				
Maladie 2	25,68 \$			38,33 \$			61,87 \$				
Maladie 3	32,36 \$			48,36 \$			76,76 \$				
Maladie - Personne adhérente exemptée	0,58 \$			0,58 \$			0,58 \$				
RÉGIME COMPLÉMENTAIRE 1 DE SOINS DENTAIRE (pour les syndicats dont le vote est favorable à la mise en vigueur de ce régime)											
9,52 \$			14,46 \$			23,98 \$					
RÉGIME COMPLÉMENTAIRE 2 D'ASSURANCE SALAIRE DE LONGUE DURÉE OBLIGATOIRE . Régime « A » . Régime « B »											
			1,089 % du traitement 1,366 % du traitement								
RÉGIME COMPLÉMENTAIRE 3 D'ASSURANCE VIE											
- de la personne adhérente											
	Montant de protection de la personne adhérente										
	10 000 \$	25 000 \$	50 000 \$	75 000 \$	100 000 \$	125 000 \$	150 000 \$	175 000 \$	200 000 \$	225 000 \$	250 000 \$
Moins de 30 ans	0,54 \$	2,16 \$	2,70 \$	3,24 \$	3,79 \$	4,33 \$	4,87 \$	5,41 \$	5,96 \$	6,50 \$	7,04 \$
30 à 34 ans	0,54 \$	2,16 \$	2,77 \$	3,38 \$	3,99 \$	4,61 \$	5,22 \$	5,83 \$	6,44 \$	7,05 \$	7,66 \$
35 à 39 ans	0,54 \$	2,16 \$	2,94 \$	3,73 \$	4,51 \$	5,30 \$	6,08 \$	6,87 \$	7,65 \$	8,44 \$	9,22 \$
40 à 44 ans	0,54 \$	2,16 \$	3,23 \$	4,31 \$	5,38 \$	6,45 \$	7,53 \$	8,60 \$	9,67 \$	10,74 \$	11,82 \$
45 à 49 ans	0,54 \$	2,16 \$	3,88 \$	5,60 \$	7,32 \$	9,04 \$	10,76 \$	12,48 \$	14,19 \$	15,91 \$	17,63 \$
50 à 54 ans	0,54 \$	2,16 \$	5,06 \$	7,95 \$	10,85 \$	13,74 \$	16,64 \$	19,54 \$	22,43 \$	25,33 \$	28,23 \$
55 à 59 ans	0,54 \$	2,16 \$	7,19 \$	12,22 \$	17,25 \$	22,28 \$	27,31 \$	32,34 \$	37,38 \$	42,41 \$	47,44 \$
60 à 64 ans	0,54 \$	2,16 \$	9,20 \$	16,24 \$	23,28 \$	30,31 \$	37,35 \$	44,39 \$	51,43 \$	58,47 \$	65,51 \$
65 ans ou plus	Disponible sur demande										
- de base des personnes à charge											
1,19 \$											
- additionnelle de la personne conjointe (par 10 000 \$ de protection)											
Âge de la personne adhérente											
Moins de 30 ans	0,22 \$										
30 à 34 ans	0,24 \$										
35 à 39 ans	0,31 \$										
40 à 44 ans	0,43 \$										
45 à 49 ans	0,69 \$										
50 à 54 ans	1,16 \$										
55 à 59 ans	2,01 \$										
60 à 64 ans	2,82 \$										
65 ans ou plus	Disponible sur demande										
La prime payable indiquée pour le régime de base d'assurance maladie comprend les 15 \$ de contribution annuelle à l'A.R.E.Q. et, s'il y a lieu, la contribution de l'employeur.											
La prime payable par la personne adhérente correspond donc à la prime indiquée réduite, s'il y a lieu, de la contribution de l'employeur.											
Il y a un congé de primes partiel aux régimes obligatoire d'assurance maladie et complémentaire 1 de soins dentaires, et ce, pour toute l'année.											
NOTES :											
1) La taxe de vente provinciale de 9 % doit être ajoutée à ces primes.											
2) Lorsque la tarification est établie en fonction de l'âge, le taux qui s'applique pour la durée de l'année civile en cours est déterminé selon l'âge atteint par la personne adhérente au 1 ^{er} janvier de cette année civile.											

La santé publique met en garde contre la privatisation des soins

Dans un document passé inaperçu, les directeurs de la santé publique du Québec (DSP) viennent de faire une sévère mise en garde contre une privatisation, même partielle, des soins de santé, affirmant que celle-ci coûterait plus cher, serait difficile à gérer, n'améliorerait pas les services et créerait de graves inégalités face à la maladie.

En vertu de la loi, les DSP ont le mandat de « protéger, de maintenir ou d'améliorer l'état de santé et de bien-être de la population en général » et d'intervenir lorsque la santé publique est menacée. Répartis dans toutes les régions, ils se prononcent sur une foule de sujets, que ce soit sur les risques d'épidémie ou sur le jeu compulsif.

Le 10 novembre, ils remettaient un rapport au Groupe de travail sur le financement du système de santé à la demande de son président, Claude Castonguay. Le document de 34 pages, intitulé *Le privé dans la santé : un enjeu de santé publique*, est signé par les DSP de Montréal, du Bas Saint-Laurent et de la Montérégie, tous les trois médecins.

« En introduisant plus de privé dans le système de services, on vient transformer sa nature comme outil de protection sociale; on atteint aussi un droit social du citoyen pour le transformer graduellement en bien de consommation », écrivent-ils d'entrée de jeu.

« Le Canada et le Québec ont choisi, depuis les années 60, que tous les citoyens aient droit, face à la maladie, d'avoir accès à des services de santé universels, sans contribution financière additionnelle et de qualité. Le peuple a choisi d'être solidaire et de partager, via une assurance collective, les risques reliés à la maladie. Il importe de réaffirmer ce contrat social, tout en cherchant à améliorer, adapter, et moderniser notre système. »

Les auteurs s'attaquent aux « arguments habituels » utilisés par les partisans du privé. Le premier : le système de santé public serait sur le bord de l'écroulement en raison du vieillissement de la population. Faux, rétorquent-ils. La proportion de la population âgée a déjà doublé depuis la mise en place de l'assurance maladie, le système de santé a absorbé ce choc et rien n'indique qu'il ne pourra pas continuer à le faire. Citant un chercheur, ils soutiennent que « l'octogénaire de demain sera moins malade et coûtera moins cher que celui d'aujourd'hui ».

Deuxième idée reçue : le privé serait plus efficace et moins coûteux. L'expérience des autres pays prouve le contraire, affirme le rapport. Selon l'Organisation mondiale de la

santé, les indicateurs de performance sont systématiquement meilleurs « lorsque le secteur public occupe une place dominante dans la régulation, le financement et la fourniture des services de santé ».

« Que l'argent pour les dépenses de santé vienne du public ou du privé, il a la même source : le contribuable ou l'utilisateur, écrivent les DSP. Il reste à voir quelle est l'utilisation la plus efficace et la plus efficace de cet argent, celle qui est faite par un assureur unique, fournissant un service accessible à tous, ou celle plus onéreuse réalisée par plusieurs assureurs et dont les effets bénéfiques pour la santé sont accessibles à une minorité. Poser la question, c'est y répondre. »

De grandes entreprises voient d'ailleurs les avantages d'un système public, indiquent-ils. Ils reprennent à leur compte cette déclaration de Charles Baillie, ancien président de la Banque Toronto-Dominion : « Le système de santé du Canada n'est pas un poids mais un atout économique, qu'il ne devrait pas oser perdre, aujourd'hui plus que jamais... Dans une ère de mondialisation, nous avons besoin de tout avantage comparatif et compétitif que nous possédons. Et les fondements de notre système de santé constituent l'un de ces avantages. »

« Les expériences de nombreux pays dont le Canada illustrent de manière éloquent que le système d'assurance privée amène un accès inéquitable aux services médicaux, ajoutent les DSP. Le système privé sélectionne globalement des clientèles moins lourdes, à la fois parce que les patients plus démunis n'ont pas les moyens de souscrire à une assurance privée et parce que ce système peut refuser de couvrir les personnes les plus malades. »

Grâce à l'assurance privée, les plus fortunés, ceux qui sont en meilleure santé, ont davantage accès aux services de santé. Quant aux frais modérateurs, ils peuvent accentuer les problèmes de santé de ceux qui ne peuvent les assumer » et « entraîner un report de la consultation à un stade plus avancé de la maladie, alors que le traitement est plus complexe et plus cher. »

Cela dit, les DSP croient qu'il y a place à amélioration dans le système public. Ils suggèrent avant tout une amélioration des services de première ligne. Ils indiquent aussi que des opérations coûteuses sont faites inutilement. Une étude menée en Colombie-Britannique a montré que 26% des patients opérés de la cataracte avaient une moins bonne vue après qu'avant l'intervention, et que 31% d'entre eux avait en fait une vue presque parfaite avant l'opération...

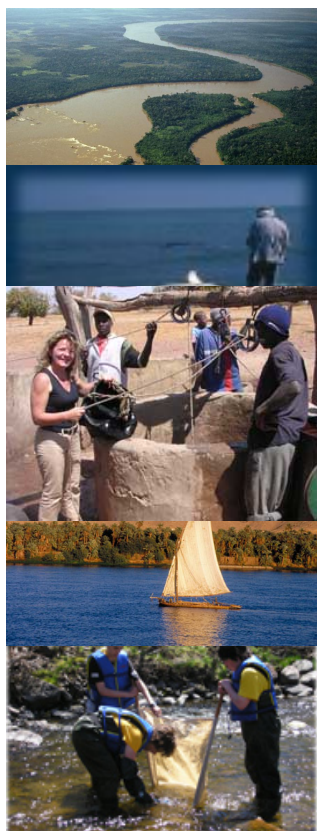
Session de formation

Fleuves du monde

Une invitation au voyage par la découverte de huit grands fleuves des pays en développement

Le mouvement EVB offre **gratuitement** au personnel de l'éducation oeuvrant au primaire 3^e cycle une session de formation à l'utilisation de la trousse éducative *Fleuves du monde*¹.

Fleuves du monde, c'est l'occasion pour les jeunes de :



- se sensibiliser à l'importance des fleuves pour les populations riveraines de la planète ;
- mieux connaître les problématiques environnementales, sociales et économiques qui y sont liées ;
- mieux comprendre leur propre réalité et celle de leur fleuve, le Saint-Laurent ;
- se considérer comme citoyens solidaires des populations des pays en développement ;
- s'impliquer concrètement dans la protection de l'eau sur les plans local, national et international.

La formation aura lieu :

Date : 15 janvier 2007
Heure : 16h00 à 18h00
Lieu : Bureau du S.E.R.V.
625 Chicoine suite 300
Vaudreuil-Dorion

Pour information et inscription : Céline Durand
450-455-6651
celinedurand@cstois-lacs.qc.ca

¹ La trousse *Fleuves du monde* a été réalisée en partenariat avec Oxfam-Québec – CLUB 2/3 et la Biosphère d'Environnement Canada grâce à l'aide financière de l'Agence canadienne de développement international.

Du nouveau depuis novembre dernier sur le site de Frédéric Back



Trousses pédagogiques



Les trousse d'activités pédagogiques « Agir ensemble », offertes gratuitement, répondent au souhait de Frédéric Back : rendre accessible l'ensemble de son œuvre et qu'elle soit utile!

Ces outils ont pour mission d'éveiller les enfants, leurs enseignants et leurs parents au rôle actif qu'ils ont à jouer en tant que citoyens d'aujourd'hui et de demain. Conçues pour des jeunes de 6 à 12 ans, partout à travers le monde, adaptables selon le contexte scolaire, elles dégagent des pistes d'actions sur des enjeux actuels: les valeurs fondamentales de respect des autres, l'utilisation abusive des ressources naturelles, la surexploitation des espèces vivantes, et la fragilité du monde qui nous entoure.

Trousses pédagogiques à partir des films d'animation suivants :
Crac, Tout-rien et Le Fleuve aux grandes eaux.

Les trousse sont disponibles sur le site de Frédéric Back www.fredericback.com et les films d'animation sont disponibles pour un prêt au bureau du syndicat. Envoyez-moi un courriel celinedurand@cstros-lacs.qc.ca et je vous les ferai parvenir par courrier interne.

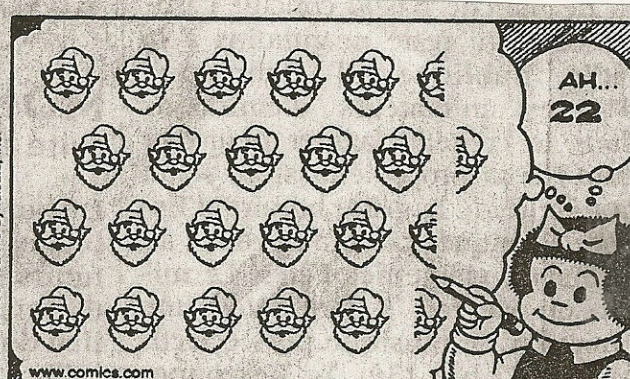
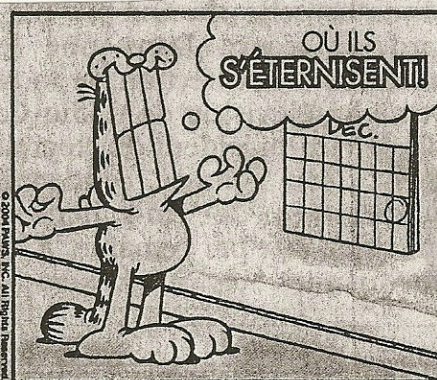
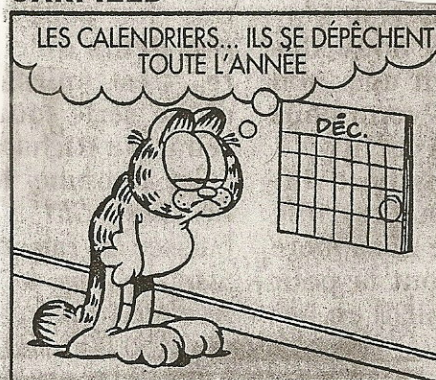
Céline Durand



Session de préparation à la retraite

Un petit rappel aux personnes concernées, soit celles qui prendront leur retraite d'ici au 30 juin 2009 : la session de préparation à la retraite de l'AREQ aura lieu les 1^{er} et 2 février prochain.

Veuillez vous inscrire auprès de Céline Durand au (450) 455-6651 d'ici au 21 décembre prochain.

GARFIELD**PHILOMÈNE****GARFIELD****FRANK ET ERNEST**